Bibliothèque anarchiste

Le Réveil clandestin
L'Économie libérale
décembre 1940

extrait le 4 novembre 2026 d'*Archives autonomies*, tiré du n°5 du *Réveil clandestin*

bibliotheque-anarchiste.com

L'Économie libérale

Le Réveil clandestin

décembre 1940

Il est de mode de railler et dénoncer le libéralisme économique et ceux qui en ont le plus profité ne manquent pas de le faire. Depuis plus d'un siècle le socialisme a fait aussi une âpre critique de ce faux libéralisme. A la deuxième page de la couverture, nos camarades liront la chansons sarcastique du bon Eugène Pottier contre l'économie politique des professeurs du Collège de France. Ecrivains socialistes à part, voici comment l'historien et philosophe italien Giuseppe Ferrari posait nettement la question, en 1851, dans sa *Filosofia della Rivoluzione* :

> Croyez vous que le travail soit créateur ? que le travail doit être libre ? croyez vous à la puissance suprême de la rivalité ? à l'intention dernière de la nature, laquelle, en donnant libre carrière à l'instinct, parvient au mieux en tout travail physique, intellectuel et moral ? Pensez-vous que la liberté vivifie le travail, qu'elle confie chaque fonction à l'instinct qui la recherche, les inventions à qui sait s'en servir ? Il faut alors que le travail soit vraiment libre, que la concurrence soit réelle, naturelle, qu'elle se développe sur la base de l'égalité. L'homme doit rivaliser avec l'homme. Mais que se passe-t-il dans la société actuelle ? Les uns naissent riches, les autres pauvres ; les uns vivent dans l'opulence, les autres dans la misère : aux premiers les capitaux, les machines, les fabriques, la terre, l'instruction, l'éducation ; aux autres le travail sans capital, sans instruction, sans machines, sans outillage. Ainsi le travail des premiers est libre, celui des autres est soumis à la nécessité, à la merci de l'entrepreneur, du capitaliste, du fonctionnaire. C'est donc que la liberté d'Adam Smith est équivoque : développée sur la base de l'égalité, de l'adoption préalable de la loi agraire, elle réalise la justice et confie chaque fonction à l'homme qui y est prédestiné par la nature ; mais si elle se développe sur la base de l'inégalité, elle profite uniquement aux capitalistes, aux propriétaires, aux monopolistes. Le travailleur

> de Smith étant un être équivoque, comme le propriétaire de Quesnay, il s'ensuit que sa liberté protège également le fort et le faible, le maître et le serf. C'est toujours la même liberté équivoque du bourgeois, semblable à la liberté abstraite des cultes, liée à la religion abstraite et à la pratique forcée de la servitude. C'est une équivoque qui appella une solution par la force de la misère croissante. Ainsi la nécessité du nouveau partage découle du fond même de l'économie politique, elle est impérieuse comme la raison et la vie de l'homme et impose à la communauté de l'Etat la mission d'égaliser les fortunes.

Ferrari dénonce ainsi de main de maître l'équivoque du libéralisme économique, mais il n'en voit pas la solution dans le maintien et le renforcement des inégalités par la corporation. Il ne la voit que dans la suppression de ces mêmes inégalités et dans un nouveau partage. Plus que d'un partage à proprement parler, il s'agirait, dans une communauté, d'une participation égale de tous aux biens de la profession.

Nos corporatistes ne posent pas même le problème de la propriété — fondamental pourtant en matière économique — ou s'ils y touchent, c'est précisément pour donner l'assurance qu'ils n'entendent guère le soulever. La critique à faire au libéralisme ne l'atteint pas en tant qu'il a été vraiment libéral et a réalisé les plus grandes merveilles que le monde est jamais vues, mais parce parce qu'il a été loin d'être tel pour les travailleurs. Le libéralisme n'est donc pas à supprimer pour en revenir à toutes les entraves mises à l'activité humaine au moyen-âge, mais à élargir, à fortifier et à compléter. La question à résoudre reste toujours la même, à savoir que chacun agissant librement et dans son intérêt concure en même temps à l'intérêt et à la liberté d'autrui. L'ordre n'est pas dans des règlements et des prescriptions sans fin, mais dans le libre jeu de toutes les activités s'équilibrant, s'entr'aidant, se complétant pour l'affranchissement et le bien-être de tous.

Or, il est de toute évidence qu'avec la propriété privée l'intérêt public ne saurait triompher. C'est contre ce dernier, en somme, que chacun cherchera à se tailler sa part, mais tandis que les uns, le petit nombre, disposent de tout pour le faire, les autres n'ont rien. La solution ne saurait donc être trouvée qu'en mettant sur un pied d'équivalence forces, moyens, instruments, richesses, à la disposition de tous. Ainsi la corporation n'est qu'une réforme informe et difforme pour escamoter la grande transformation économique que l'évolution capitaliste même réclame.